

trouvé affaibli. Et les conflits se sont succédé. Ce n'est pas un argument que j'avance; c'est un fait historique.

Affirmer que l'ONU, parce qu'elle a échoué dans le passé, ne devrait pas réussir davantage aujourd'hui, c'est la condamner à être toujours inadéquate. Si, le 15 janvier, la coalition des Nations Unies s'était fragmentée ou avait abdiqué ses responsabilités, je ne crois pas qu'il soit inexact de dire que l'ONU aurait perdu sa crédibilité pendant plusieurs décennies et peut-être même à jamais. Si l'ONU s'était tenue à l'écart du conflit, pourquoi un agresseur se préoccuperait-il à l'avenir de la réaction d'une organisation internationale ayant montré qu'elle n'a ni la volonté ni la force de donner suite à ses propres décisions? Il est important pour le Canada que l'ONU puisse non seulement parler, mais aussi agir. Il y va de notre plus grand intérêt.

La meilleure façon de réaliser notre espoir de rendre le monde moins dangereux est de donner à l'ONU l'appui dont elle a besoin pour s'acquitter efficacement de son rôle. La plus sérieuse question -- la plus troublante en fait -- qu'ont eu à se poser de nombreux députés pendant ce débat a trait autant à l'opportunité de la décision d'aller en guerre qu'aux questions qu'elle soulève. Pourquoi la communauté mondiale ne pourrait-elle pas attendre et donner plus de temps aux sanctions et à la diplomatie? Le gouvernement est d'avis -- et c'est aussi l'opinion de presque tous les autres membres de la coalition des Nations Unies -- que les risques et les coûts d'une plus longue attente étaient devenus intolérables. Si nous nous étions simplement contentés de maintenir les sanctions, le pillage du Koweït se serait poursuivi.

Lors de nos débats précédents sur cette question, en septembre et en novembre derniers, Amnistie Internationale n'avait pas encore dénoncé les terribles atrocités commises par l'Irak -- le débranchement d'incubateurs contenant des bébés koweïtiens, les agressions contre des Koweïtiennes, l'exécution de jeunes Koweïtiens devant les yeux de leurs parents et de leurs frères et soeurs. Nous savons maintenant que de telles atrocités sont commises. Nous savons aussi que la terreur qui règne au Koweït a fait fuir plus de la moitié de la population dans d'autres pays. Que serait-il resté du Koweït si le monde avait attendu six mois de plus, ou 16 ou 60, ou tout le temps qu'il aurait fallu pour que les sanctions affectent la capacité militaire de l'Irak, si seulement c'était possible?

Nous savons que Saddam Hussein s'est servi de la "pause pour la paix" non pas à des fins diplomatiques, mais pour élaborer les plans d'actions terroristes et établir ses positions de défense. Il ne s'est pas préparé pour la paix. Il n'a même pas exploré les avenues pouvant mener à un règlement pacifique; il s'est plutôt préparé à lancer des missiles sur des civils en Israël et en Arabie saoudite. Ces actes criminels terroristes se poursuivent cet après-midi. Il s'est servi du délai pour miner les puits de pétrole du Koweït et construire un pipeline destiné à polluer le golfe Persique. Il s'est servi du délai pour ériger de redoutables défenses équipées de chars d'assaut. Il s'est servi